

Helen Berents, Ingrid Valladares,
Yulia Nesterova, & Katrina Leclerc

Avril 2026

AU-DELÀ DES CONSULTATIONS: ENGAGEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL POUR LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

LEÇONS TIRÉES DES PROCESSUS DE PLAN D'ACTION NATIONAL EN
FINLANDE, AUX PHILIPPINES, AU NIGÉRIA ET EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO



REMERCIEMENTS

Ce projet est financé par une subvention de recherche de l'Académie Folke Bernadotte (FBA) (juillet 2024-décembre 2025) et est codirigé par la professeure associée Helen Berents (Griffith), la Dre Yulia Nesterova (Glasgow), la Dre Ingrid Valladares (Griffith) et Dr Katrina Leclerc (Saint Paul / Winnipeg).

Nous sommes très reconnaissantes envers toutes les personnes qui ont participé à cette recherche ; vos perspectives et votre franchise ont été inestimables. Un merci tout particulier à Erika Yague et Emilia Hannuksela

Nos sincères remerciements également à notre Équipe consultative d'experts jeunesse (YEAT) pour son soutien:

République démocratique du Congo: Lydie Mungala and Marie-Rose Tshite

Finlande: Camilla Ojala and Paula Pätkängas

Nigeria: Stephanie E. Effevottu and Rafiu Adeniran Lawal

Philippines: Brian Delos Santos and Rodolfo M. Matucan Jr

Citation recommandée: Berents, Helen, Valladares, Ingrid, Nesterova, Yulia, and Leclerc, Katrina. 2026. *Au-Delà Des Consultations: Engagement Intergénérationnel Pour La Jeunesse, La Paix Et La Sécurité: Leçons Tirées des Processus de Plan d'action National En Finlande, aux Philippines, au Nigéria et en République Démocratique Du Congo*. Griffith University: Brisbane Australia. <https://doi.org/10.25904/1912/5916>



SCHOOL OF CONFLICT STUDIES
SAINT PAUL UNIVERSITY



TABLE DES MATIÈRES

01

INTRODUCTION 4

Définition de l'engagement intergénérationnel 5

02

MÉTHODES 6

03

QUELS SONT LES AVANTAGES DE L'ENGAGEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL ? 7

04

PROCESSUS NATIONAUX DU PANJPS 8

Finlande 8

Nigeria 8

République Démocratique du Congo 9

Philippines 9

05

DÉCOUVERTES 10

Les relations sont essentielles 10

L'engagement intergénérationnel doit être spécifique au contexte 12

L'importance des espaces réservés aux jeunes 14

Nuances entre consultations et engagement intergénérationnel 15

06

RECOMMANDATIONS 17

07

CONCLUSIONS 19

1. INTRODUCTION



Depuis la mise en place de l'agenda Jeunesse, paix et sécurité (JPS) il y a une dizaine d'années, l'attention portée à l'engagement intergénérationnel, tant comme moyen de faire avancer le programme que comme valeur fondamentale, s'est accrue. Cependant, il n'existe ni définition commune de l'engagement intergénérationnel ni de la manière dont il pourrait être systématiquement reconnu et soutenu.

De manière pratique, on comprend peu comment le dialogue et l'engagement intergénérationnels sont mis en œuvre à plus grande échelle. Ce que l'on sait, c'est que les clivages générationnels peuvent être complexes à surmonter en raison de la méfiance, des conflits et de l'animosité entre les générations^[1], d'autant plus que les jeunes continuent d'être considérés soit comme des auteurs de violences, soit comme des victimes, et que leur engagement est symbolique, instrumental et purement formel.

Des doutes persistent quant à l'engagement significatif des jeunes en faveur de la paix et de la sécurité. Les jeunes peuvent être inclus de manière symbolique, invités à participer à des processus dont l'ordre du jour a déjà été fixé par des personnes non-jeunes,^{2]} sans véritable implication à long terme.^[3] Tous ces doutes reflètent les déséquilibres persistants entre les jeunes bâtisseur(e)s de paix et les processus institutionnels. Si de nombreux acteurs s'efforcent de résoudre ces problèmes,

ceux-ci constituent un obstacle à un véritable engagement intergénérationnel et montrent en même temps pourquoi un tel engagement entre les générations est si essentiel à la progression de l'agenda JPS.

Cette absence de définitions ou de compréhensions claires ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas de véritable engagement intergénérationnel dans le cadre des activités liées à l'agenda JPS. Mais cela signifie que les praticiens et les universitaires s'appuient souvent sur le fait qu'ils « le reconnaîtront quand ils le verront », plutôt que d'être en mesure de soutenir de manière proactive un engagement intergénérationnel significatif.

Alors que les praticien(ne)s, les gouvernements et les institutions tentent d'institutionnaliser et d'intégrer la JPS dans les politiques et les pratiques, les Plans d'action nationaux (PAN) pour la JPS se sont imposés comme un cadre politique de plus en plus répandu. Les PAN sont des documents politiques qui définissent des objectifs et des actions spécifiques visant à faire progresser les programmes^[4] de gouvernance pertinente. Il s'agit de lieux clés pour réfléchir à ce à quoi ressemble l'engagement intergénérationnel, car l'élaboration des PAN JPS nécessite la collaboration de multiples acteurs pour produire un document gouvernemental concret.

Le premier PAN JPS a été lancé par la Finlande en août 2021,^[5] suivi par le Nigeria en novembre 2021,^[6] puis par la République Démocratique du Congo (RDC)^[7] et les Philippines en août 2022^[8]. Ces dernières années ont vu une accélération du développement des PAN JPS, avec plus d'une dizaine de plans lancés et de nombreux autres en cours d'élaboration.

Compte tenu de l'utilisation croissante des PAN comme mécanisme politique pour faire progresser l'agenda JPS, ce projet a examiné

les quatre premiers processus — la Finlande, le Nigeria, les Philippines et la RDC — afin de comprendre comment les acteurs impliqués dans ces processus conçoivent « l'engagement intergénérationnel » et si, et comment, celui-ci a caractérisé le processus d'élaboration des PAN JPS. Ce faisant, le rapport montre :

- Comment l'engagement intergénérationnel a été mis en pratique au sein des coalitions pour la JPS et des efforts visant à élaborer des PAN JPS,
- Les succès et les défis de l'engagement intergénérationnel dans ces espaces, et
- Les stratégies visant à établir un engagement intergénérationnel significatif et efficace sur la base de ces éléments.

Cette étude présente les principales observations, organisées autour des thèmes qui ont émergé des réflexions des participant(e)s, et illustre les conceptualisations, les pratiques et les défis rencontrés au cours des quatre processus d'élaboration des PAN JPS. Elle se conclut par des leçons tirées et des recommandations visant à renforcer l'engagement intergénérationnel dans les futurs processus d'élaboration des PAN JPS.



DÉFINITION DE L'ENGAGEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL

Ce rapport s'appuie sur les travaux de praticien(ne)s et d'universitaires qui refusent la simplification et élaborent des définitions plus nuancées. Tous les participant(e)s à ce projet ne partagent pas entièrement cette définition, et nous explorons ci-dessous la manière dont chacun(e) d'entre elles(eux) comprend l'engagement intergénérationnel.

Nous entendons par engagement intergénérationnel « un processus d'apprentissage et de partage des connaissances qui implique une réflexion critique entre différentes générations afin de parvenir à un changement social ».^[9] Les générations ne sont pas ici des catégories d'âge fixes, mais relationnelles : les générations « plus âgées » et « plus jeunes » possèdent des expériences et des compétences différentes, susceptibles d'être partagées.

Dans les espaces JPS, le terme le plus spécifique, « dialogue intergénérationnel », est de plus en plus utilisé. Tanghøj^[10] identifie les objectifs détaillés du dialogue intergénérationnel : « compréhension mutuelle des perspectives et des différences générationnelles, briser les stéréotypes et les structures de discrimination fondées sur l'âge », instaurer la confiance et combler les inégalités. Cependant, en pratique, son utilisation est souvent limitée et superficielle. Il s'agit souvent davantage d'une consultation des jeunes que d'un véritable dialogue et d'un échange. Il ne suffit pas d'invoquer l'importance de l'interaction entre « adultes » et « jeunes » sans en préciser la nature.

L'engagement intergénérationnel ne se limite pas à des processus formels ; il se manifeste également dans des échanges de connaissances, des partages de compétences et des pratiques de facilitation au quotidien. Il constitue un élément clé pour garantir que les efforts en matière de paix et de sécurité soient inclusifs, équitables et durables.



2. MÉTHODES

Le projet a été soutenu par une Équipe consultative d'experts jeunesse (YEAT), afin d'assurer la pertinence du travail, de renforcer une compréhension partagée et de faciliter les connexions. La YEAT comprenait huit artisan(e)s de paix, soit deux par pays participant, qui étaient activement impliqués dans leur processus national respectif de PAN JPS.

Le projet s'est déroulé en trois phases :

1. La base de données JPS (www.ypsdb.org) a été utilisée pour identifier les documents pertinents liés à la JPS portant sur le terme « intergénérationnel » et sur des termes connexes tels que l'engagement, les partenariats et le dialogue. Au total, 167 documents ont été analysés afin d'examiner comment l'intergénérationnalité était conceptualisée et mise en œuvre.

2. En collaboration avec la YEAT, un sondage a été élaboré et diffusé auprès d'acteurs de la jeunesse et de la non-jeunesse ayant participé aux processus de PAN JPS dans chaque pays, afin de décrire leur expérience et la présence d'engagements intergénérationnels. Le sondage a recueilli 41 réponses.

3. Des entretiens en ligne ont été menés avec 25 parties prenantes clés : 7 aux Philippines, 5 au Nigéria, 6 en RDC et 7 en Finlande. Ces entretiens ont permis aux participant(e)s d'approfondir leurs réflexions et d'apporter de nouveaux éclairages sur l'engagement intergénérationnel dans le processus de PAN JPS. Les participant(e)s pouvaient choisir d'être nommé(e)s ou de rester anonymes dans ce rapport, et les points de vue exprimés sont ceux des individus eux-mêmes et ne représentent pas nécessairement ceux de leur organisation.



3. QUELS SONT LES AVANTAGES DE L'ENGAGEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL?

Dans l'ensemble des documents examinés, des variations de l'engagement intergénérationnel apparaissent sous 116 formes différentes. Lorsqu'elles sont analysées, celles-ci se répartissent en deux catégories : soit comme une valeur, c'est-à-dire quelque chose que les personnes travaillant sur cet agenda aspirent à intégrer, soit, plus fréquemment, comme une pratique ou un outil — quelque chose qui est mis en œuvre pour améliorer le processus, par exemple en facilitant les discussions, en organisant des ateliers ou en institutionnalisant la voix des jeunes.

Parmi les personnes interrogées, les compréhensions de l'engagement intergénérationnel mettaient en évidence à la fois son rôle en tant que valeur et en tant qu'« outil ». Pour Marie Rose (RDC), membre de la YEAT :

Penser et pratiquer l'intergénérationnalité signifie subvertir les structures afin que la paix et la sécurité soient co-construites, justes et durables. Cela exige du courage institutionnel, une écoute active et des engagements financiers immédiats et durables. Par extension, cela implique également de créer des espaces où l'écoute devient une responsabilité partagée et où la co-construction devient une exigence institutionnelle, notamment lors de l'élaboration des plans d'action nationaux.

D'autres membres de la YEAT ont souligné l'importance de la diversité « des opinions, des structures et des groupes » (Lawal), ainsi que la nécessité d'une véritable co-appropriation (Camila).

Les participant(e)s ont également mis en évidence l'importance de reconnaître les

différences de connaissances entre les générations. Joel Linnainmäki (Finlande) expliquait :

Nous étions très conscients de ne pas évoluer dans le vide. Il y avait beaucoup de personnes qui nous avaient précédés, aidés et guidés, et qui avaient donné de très bonnes suggestions, des conseils et même des formations sur la manière de faire les choses. Et nous pouvions réfléchir avec elles.

Un leader de la jeunesse aux Philippines le décrit comme un « espace partagé » où « la théorie rencontre l'expérience », ce qui est utile, car cela

aide les jeunes à tempérer leurs attentes quant à la manière dont les questions de paix et de sécurité se déploient en pratique. Mais aussi... comme de nombreuses personnes plus âgées occupent des postes décisionnels, mieux comprendre les priorités des jeunes peut également leur être bénéfique.

Joseph Akilimali (RDC) considérait que l'engagement intergénérationnel aidait les jeunes qui menaient le processus à « accéder à une légitimité et à des espaces qui, autrement, nous seraient restés fermés ».



4. PROCESSUS NATIONAUX DU PANJPS

FINLANDE

En août 2021, la Finlande est devenue le premier pays au monde à lancer et à mettre en œuvre un PAN JPS. La Finlande possède une longue tradition d'activisme jeunesse institutionnalisé, avec des conseils de jeunesse présents dans des villes à travers le pays, ainsi qu'un réseau national de jeunesse actif et respecté, Allianssi (renommé Nuorisola depuis 2023), qui a joué un rôle clé dans l'élaboration du PAN JPS finlandais. Le gouvernement a accepté de développer un PAN JPS à la suite d'un plaidoyer soutenu mené par Allianssi et le réseau jeunesse 2250, avec l'appui de hauts responsables du ministère finlandais des Affaires étrangères.

En 2019-2020, malgré la pandémie, le ministère finlandais des Affaires étrangères, en collaboration avec Allianssi, a mené un sondage en ligne auprès des jeunes finlandais et organisé des consultations en personne et virtuelles. Le PAN JPS finlandais est structuré autour de cinq piliers, et les consultations ont porté sur leur pertinence dans le contexte finlandais ainsi que sur les objectifs de la politique étrangère. Des experts sur les thématiques de chaque pilier ont été invités à présenter leurs analyses, et le ministère des Affaires étrangères a rédigé une « version zéro » avant de solliciter des retours de la part de jeunes, d'universitaires, de décideurs politiques et d'autres ministères gouvernementaux.

Les personnes impliquées décrivent un processus constructif, engagé et collaboratif, reflétant la faible hiérarchie propre aux normes sociales finlandaises. En tant que premier PAN JPS au monde, la Finlande s'est appuyée sur son PAN Femmes, paix et sécurité (FPS) existant pour orienter la structure et le processus. De nombreux objectifs du PAN JPS reprennent des cibles déjà présentes dans d'autres politiques gouvernementales, ce qui a été perçu comme un moyen de faciliter sa mise en œuvre et de mieux l'intégrer aux priorités existantes. Un comité de suivi composé de représentant(e)s du gouvernement, de membres d'Allianssi et d'autres parties prenantes se réunit périodiquement afin d'évaluer les progrès et de définir les orientations stratégiques. La Finlande a lancé son deuxième PAN JPS en décembre 2025.

NIGERIA

Les efforts menés par des jeunes pour élaborer le PAN du Nigéria ont commencé dès 2015, le travail formel débutant en 2016. Au départ, le gouvernement remettait en question la nécessité d'un PAN et n'a fourni aucune ressource pour les consultations et la rédaction. Malgré cela, le processus a été mené à travers des consultations régionales en présentiel dans les six zones géopolitiques du pays, complétées par des sondages, des revues de littérature, des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés (y compris des jeunes à risque et des leaders religieux). Un comité de pilotage composé de 16 membres, représentant(e) des groupes de jeunes et des organisations de la société civile, a supervisé le processus.

Les consultations ont réuni des jeunes, des représentant(e)s du secteur de la sécurité (y compris l'armée et la police), des groupes de femmes bâtisseuses de la paix, des médias, des universitaires, des responsables des gouvernements locaux et des organisations de la société civile. Le gouvernement était représenté par les ministères du Développement de la jeunesse, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, entre autres. Environ 1 000 jeunes issu(e)s de milieux variés ont participé, bien que la plupart soient déjà engagé(e)s dans des initiatives liées à la paix et à la sécurité. Chaque consultation était facilitée par un membre de la coalition.

Les consultations visaient à : (1) informer les parties prenantes sur l'agenda JPS et ses cinq piliers, et explorer comment il pourrait être adapté au contexte nigérian tout en évaluant les efforts existants ; (2) discuter des réalités auxquelles les jeunes sont confrontés, identifier leurs besoins et réfléchir à la forme que devrait prendre le soutien de la part des différents acteurs (cela incluait des enjeux allant des causes de l'insécurité et de l'intolérance aux obstacles à la participation des jeunes) ; et (3) instaurer la confiance et favoriser la collaboration entre des acteurs et parties prenantes divers. Malgré les défis sécuritaires qui ont nécessité le déplacement des consultations vers des lieux sûrs, le processus a permis de sensibiliser davantage et d'obtenir un soutien accru. Le PAN a été validé par les principales parties prenantes et lancé le 6 novembre 2021 lors d'un événement auquel ont participé le vice-président et d'autres hauts responsables.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

La RDC a lancé son PAN JPS en août 2022, à la suite d'un processus largement mené par des jeunes et porté par une coalition, façonné par un contexte de conflit persistant, de gouvernance décentralisée et de confiance institutionnelle limitée. Le processus est issu d'un plaidoyer soutenu par des organisations de jeunesse et de la mise en place d'un Secrétariat technique national (STN-220), inspiré en partie des mécanismes de coordination développés auparavant dans le cadre de l'agenda FPS. Les organisations de jeunesse, membres de la coalition JPS, ont joué un rôle central dans la mobilisation de la participation, la collecte de données à l'échelle nationale et dans plusieurs provinces, et la traduction de la résolution 2250 du Conseil de sécurité de l'ONU en priorités ancrées dans le contexte local.

L'engagement intergénérationnel était présent, mais de manière inégale. Les leaders jeunesse ont régulièrement expliqué que ce sont eux qui ont pris l'initiative d'approcher les organisations de femmes, les actrices(eurs) FPS et des artisan(e)s de paix plus expérimentés afin d'accéder à des connaissances institutionnelles, à une légitimité politique et à une expertise en matière de rédaction. Cet engagement était rarement réciproque : les acteurs établis cherchaient peu souvent à collaborer de manière proactive avec les jeunes, ce qui a créé une dynamique asymétrique dans laquelle les jeunes portaient le poids de la construction des relations. Bien que des femmes artisanes de paix expérimentées aient joué un rôle essentiel de passerelle — notamment pour naviguer dans les institutions étatiques et relier les cadres FPS et JPS — ce soutien dépendait largement de l'initiative des jeunes plutôt que de mécanismes institutionnalisés.

L'expérience de la RDC met ainsi en évidence à la fois la valeur stratégique et les limites de l'engagement intergénérationnel dans des contextes où le leadership des jeunes est fort, mais où l'autorité, les ressources et l'appropriation politique demeurent concentrées ailleurs.



PHILIPPINES

À la suite de l'adoption de la résolution 2250 du Conseil de sécurité, des initiatives de développement et d'autonomisation des jeunes ont été intégrées dans le Plan de développement des Philippines 2017-2022, ce qui a conduit à l'élaboration du Plan de développement de la jeunesse des Philippines 2023-2028. Ces politiques ont posé les bases du PAN JPS.

S'appuyant sur cet élan, en 2017, le Bureau du conseiller présidentiel pour la paix, la réconciliation et l'unité (OPAPRU) a lancé l'élaboration d'un agenda global pour la paix des jeunes. Ce processus, achevé en 2022, a été soutenu par la Commission nationale de la jeunesse, le Réseau génération jeunes pour la paix et d'autres organisations de la société civile. Il comprenait des initiatives de renforcement des capacités visant à sensibiliser à la résolution 2250 et à l'agenda JPS, à des tables de paix jeunesse, à des consultations multipartites, à un atelier interagence, à une enquête nationale sur l'agenda JPS, ainsi qu'à des consultations de jeunes aux niveaux régional, provincial et virtuel.

En 2022, des jeunes issus de toutes les régions — y compris des représentant(e)s des gouvernements locaux — ont été invités à participer à un atelier de rédaction de trois jours pour le PAN JPS. Une consultante indépendante, ancienne jeune artisane de paix et actuellement défenseuse des droits des jeunes, a facilité le processus, tandis que les jeunes ont dirigé la rédaction. L'atelier s'est concentré sur l'analyse et la discussion des enseignements tirés des consultations, l'affinement de la formulation et du format du PAN JPS, ainsi que sur un dialogue intergénérationnel autour du projet de texte.

Ce projet a ensuite été soumis au gouvernement pour examen et publication. Bien qu'un document introductif (« primer ») ait été présenté lors d'un lancement hybride en août 2022, le PAN JPS complet n'a pas encore été rendu public ni intégré au niveau politique. Malgré cela, les jeunes continuent de s'appuyer sur les enseignements tirés du processus et sur le « primer » pour faire progresser les efforts de consolidation de la paix aux Philippines.

5. DÉCOUVERTES

1. LES RELATIONS SONT ESSENTIELLES



Dans les quatre pays, les participant(e)s de tous âges ont souligné l'importance de la confiance tout au long du processus. La confiance doit être construite et entretenue activement. Les réseaux et partenariats existants sont extrêmement précieux pour la réussite du processus, car ils constituent une base pour les relations nécessaires. Les participant(e)s ont également expliqué l'importance de mécanismes de rétroaction assurant la transparence et la redevabilité du processus.

En Finlande, il existe une longue tradition de participation et d'engagement citoyens (Joel Linnainmäki), qui constituait une « base solide sur laquelle s'appuyer » (Anu Apo) et a facilité l'instauration d'une attente quant au retour d'information auprès de celles et ceux qui avaient participé. Il y avait un cycle itératif de

consultations et de rédaction qui a permis d'assurer l'adhésion et la confiance, tout en produisant un document à la fois réalisable et représentatif (Laura Kaltiainen). Un groupe de suivi a été mis en place pour se réunir régulièrement pendant la phase de rédaction et veiller à la mise en œuvre. Désigné comme des « chiens de garde externes », il a permis le partage d'informations, des mises à jour, la coopération et la redevabilité.

À l'inverse, aux Philippines, des canaux de communication efficaces manquaient au sein du processus. Comme les jeunes ont été impliqués à différents moments et à différentes étapes, certain(e)s n'étaient pas informé(e)s de leur rôle, du déroulement du processus ni des résultats des consultations, ce qui a suscité de la méfiance à l'égard du processus.

Cette situation a été exacerbée par le fait que le PANJPS n'a jamais été rendu public et qu'il n'existait aucun mécanisme assurant sa mise en œuvre. Une leader jeunesse aux Philippines a souligné qu'à l'issue du processus très participatif d'élaboration du document PAN JPS, le gouvernement n'a pas respecté ses engagements : « Ce que nous avons reçu... c'était simplement un bref document de résultats, mais même pas le texte complet du PAN, ce qui a été très frustrant pour beaucoup de personnes. » Malgré un processus fortement participatif, le résultat a été une rupture de confiance et un manque de redevabilité.

La méfiance mutuelle a également constitué un obstacle important à surmonter au Nigéria. Les perceptions négatives du gouvernement à l'égard des jeunes ont dû être confrontées au cours du processus d'élaboration du PAN JPS. Les consultations au Nigéria, bien qu'elles n'aient pas toujours été de véritables « échanges », ont offert des espaces importants permettant aux jeunes d'exprimer leurs ressentis et leurs besoins, en présence des principaux acteurs institutionnels venus les écouter. Un participant jeunesse a considéré ces consultations comme des occasions de mieux se comprendre et de co-construire entre générations disposant de connaissances et de compétences différentes.

En RDC, les réseaux déjà solides d'acteurs jeunesse ont contribué à assurer le succès du processus. L'engagement intergénérationnel dans le processus d'élaboration du PAN JPS en RDC a principalement fonctionné comme un mécanisme visant à conférer une légitimité institutionnelle à un processus mené par les jeunes, plutôt que comme une collaboration réciproque ou initiée conjointement. Plusieurs personnes interrogées (Justus Tshikona, Lydie Mungala, Marie-Rose Tshite) ont souligné que les acteurs jeunesse étaient déjà mobilisés, organisés et à l'avant-garde du plaidoyer en faveur d'un PAN JPS avant même que l'engagement intergénérationnel ne se mette en place.

Joseph Akilimali, un leader de la coalition jeunesse impliqué dans l'élaboration du PAN, a expliqué que l'engagement intergénérationnel est intervenu dans le processus principalement au moment où une validation institutionnelle est devenue nécessaire : « Les jeunes étaient là, ils dirigeaient le processus, mais d'autres générations étaient présentes et soutenaient les jeunes. »

« FACILITANT LES DISCUSSIONS ENTRE JEUNES MILITANT(E)S ET DÉCIDEURS, TOUT EN VEILLANT À CE QUE LES JEUNES SOIENT RECONNUS COMME DES EXPERT(E)S DE LEURS PROPRES RÉALITÉS ».

Annie Matundu Mbambi, qui a soutenu le processus de rédaction du PAN en tant que consultante, en s'appuyant sur son expérience en tant que membre du Secrétariat technique national sur les FPS, a été identifiée par les participant(e)s comme une alliée clé. Annie a décrit son rôle explicitement comme un rôle de passerelle, « facilitant les discussions entre jeunes militant(e)s et décideurs, tout en veillant à ce que les jeunes soient reconnus comme des expert(e)s de leurs propres réalités».

Ces processus de PAN ont parfois été marqués par un manque de confiance entre les jeunes et les non-jeunes, résultant de canaux de communication inefficaces et de perceptions négatives à leur égard. Dans d'autres cas, les engagements intergénérationnels reposaient sur des formes de collaboration structurée et sur l'implication des générations plus âgées à certaines étapes du processus. Dans tous les cas, la confiance et les mécanismes qui la renforcent sont essentiels pour établir des relations solides entre les acteurs.

2. L'ENGAGEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL DOIT ÊTRE SPÉCIFIQUE AU CONTEXTE



Les processus d'élaboration des PAN JPS dépendaient fortement du contexte. Les pays présentent des normes sociales et politiques différentes qui influencent les formes d'engagement. La manière dont les jeunes sont perçus, la manière dont la politique est pratiquée, l'accessibilité des décideurs et la force de la société civile ont tous eu des effets différents sur les processus dans les quatre pays. Malgré cela, des défis communs persistent, notamment des stéréotypes négatifs persistants, ainsi que des expériences similaires d'opportunités d'engagement entre les générations.

Frictions Entre Les Générations

Dans le processus d'élaboration du PAN JPS en RDC, l'engagement intergénérationnel a été largement perçu comme asymétrique, les actrices(eurs) jeunesse assumant la responsabilité principale d'initier, de maintenir et de légitimer les relations avec les générations plus âgées et les institutions établies. Dans ce contexte, l'engagement intergénérationnel ne constitue pas tant une voie productive qu'un héritage de normes sociales profondément ancrées. Les membres de la coalition jeunesse (Esther Atosha, Justus Tshikona, Lydie Mungala) ont souligné à plusieurs reprises que l'engagement intergénérationnel n'était pas réciproque, mais largement initié par les jeunes cherchant à obtenir l'accès, la reconnaissance et la crédibilité institutionnelle. Joseph Akilimali a expliqué que la participation des jeunes était accueillie favorablement en principe, mais limitée dans la pratique : « Nous voyons toujours les jeunes consultés, invités à contribuer, invités à valider — mais jamais à détenir l'autorité finale. »

Cette dynamique a été reprise par Marie-Rose Tshite, qui a réfléchi plus largement aux

implications politiques d'un tel engagement unilatéral : « Les jeunes portent seuls l'effort, tandis que les générations établies se retirent ou laissent entièrement la responsabilité sur les épaules des jeunes. » Elle a également souligné que cette asymétrie est structurelle plutôt qu'individuelle, en notant que sans mécanismes explicites visant à rééquilibrer le pouvoir, l'engagement intergénérationnel risque de renforcer les hiérarchies existantes plutôt que de les transformer.

« NOUS VOYONS TOUJOURS LES JEUNES CONSULTÉS, INVITÉS À CONTRIBUER, INVITÉS À VALIDER — MAIS JAMAIS À DÉTENIR L'AUTORITÉ FINALE. »

Bien qu'une culture de l'ancienneté existe à l'échelle mondiale, dans certains contextes locaux, les leaders aînés jouent un rôle formalisé et central au sein de leurs communautés et, par conséquent, dans les processus de consolidation de la paix. Aux Philippines, cette culture marquée par l'ancienneté et certaines normes de genre a conduit à une déférence envers les aînés et à une participation hiérarchisée, les jeunes hommes prenant la parole en premier, suivis des jeunes femmes. Bien que les relations se soient améliorées au fil du temps, une ancienne responsable gouvernementale note :

« Il existe aussi des régions du pays qui s'appuient sur les perspectives des leaders traditionnels, des aînés par exemple. Ainsi... même si de nombreux jeunes souhaitent participer de manière plus proactive aux processus politiques ou à la vie civique, l'environnement favorable à leur participation n'est pas présent pour eux. »

Au Nigeria, un leader jeunesse a expliqué que souvent, même si des responsables politiques assistaient aux consultations, ils n'y participaient pas réellement, se contentant de « prononcer un message et de partir ». Les effets persistants de stéréotypes limitants à l'égard des jeunes, ainsi que des hiérarchies sociales perçues liées à l'âge et aux rôles sociaux, ont restreint l'ampleur possible de l'engagement intergénérationnel.

Collaborations Entre Les Générations

Reconnaissant la complexité propre à chaque contexte, les participant(e)s ont souligné l'importance de travailler aux côtés des leaders communautaires afin de créer des opportunités et des espaces où les jeunes peuvent être intégrés à ces conversations sans pour autant manquer de respect aux normes culturelles et aux hiérarchies existantes.

Aux Philippines, certain(e)s participant(e)s ont mentionné qu'il aurait été bénéfique et « efficace » d'inclure la voix de générations plus âgées ayant travaillé dans le domaine de la consolidation de la paix ou ayant été impliquées dans des situations de conflit, car elles possèdent des connaissances pouvant guider les jeunes générations dans la résolution de ces enjeux. L'absence de ces actrices(eurs) clés a été soulignée : « Ce serait bien, par exemple, qu'un artisan de paix plus âgé puisse partager... comment les politiques de paix sont mises en œuvre aux Philippines » (leader jeunesse). Cet appel a également été repris par d'autres, comme Paula Pättikangas (Finlande), qui a noté : « Donc pas seulement un(e) adulte et beaucoup de jeunes, mais des personnes de différentes générations. Et souvent, nous oublions la génération plus âgée à la fin de leur vie et la manière de les impliquer aussi dans ces discussions. »

Anu Apo, du ministère finlandais des Affaires étrangères, a décrit les retours d'Allianssi comme un exemple d'apprentissage provenant des jeunes générations, qui apportent un « langage nouveau » parce qu'elles ont été impliquées tout au long du

iprocessus en tant que collaboratrices : « Je pense que c'est en fait très important. Si je le mentionne, c'est parce que cela crée une nouvelle réalité, cela façonne notre manière de penser. Donc la manière dont on écrit compte énormément dans ce sens. » Les perspectives des jeunes peuvent apporter quelque chose de nouveau à une manière d'écrire « assez directe » qui « tend à reproduire d'anciennes façons de penser » (Anu Apo).

La valorisation de l'expérience des générations précédentes a été identifiée par les act(rices)eurs jeunesse dans l'ensemble des pays. Au Nigéria, les jeunes ont créé des espaces intergénérationnels pour rencontrer des « icônes » nationales et apprendre d'elles à organiser un mouvement — ils qualifiaient ces rencontres d'ateliers de renforcement des capacités, mais des personnes issues des générations plus âgées y offraient également du mentorat en matière de leadership aux jeunes. Ces figures ont partagé leurs expériences des années 1960 et 1970, expliquant comment elles se sont mobilisées et quelles méthodes elles ont utilisées pour sensibiliser et renforcer le mouvement. Comme l'a expliqué un jeune participant :

Nous avons tiré des leçons de ces échanges : en tant que jeunes, nous devons apprendre à nous organiser et à travailler ensemble. C'était donc le résultat de conversations intergénérationnelles. Pas seulement entre nous — nous avons besoin de quelqu'un qui était déjà passé par là, quelqu'un qui savait ce qui s'était produit.

En Finlande, Allianssi a été décrit comme disposant d'un « réseau d'anciens très solide » : des personnes auparavant impliquées occupent désormais des postes de députés ou d'autres fonctions plus élevées et agissent « comme des mentors pour le type de travail que nous voulions mener », tout en veillant à ce que les jeunes « n'opèrent pas sans connaissance ni conscience de l'histoire de ce que d'autres avaient déjà entrepris auparavant » (Joel Linnainmäki).



3. L'IMPORTANCE DES ESPACES RÉSERVÉS AUX JEUNES

Bien que les espaces et les opportunités de collaboration intergénérationnelle soient essentiels, les espaces réservés aux jeunes sont également indispensables pour assurer des bases solides, renforcer la confiance, garantir la sécurité et favoriser une participation équitable des jeunes acteurs dans les processus de consolidation de la paix.

Esther Atosha et Justus Tshikona, en RDC, suggèrent que toutes les étapes du processus d'élaboration du PAN JPS ne bénéficiaient pas nécessairement d'un engagement intergénérationnel, notamment en ce qui concerne la collecte de données menée par les jeunes, la mobilisation et la définition des priorités. Justus Tshikona souligne que les premières phases du processus du PAN JPS en RDC étaient volontairement dirigées par les jeunes et que l'implication des générations plus âgées à chaque étape n'était ni nécessaire ni toujours souhaitable. Joseph Akilimali et Esther Atosha, au Sud-Kivu, ont tous deux expliqué que la collecte de données et la mobilisation étaient principalement menées par les jeunes, en raison de considérations de confiance et de leur connaissance du contexte : « Nous n'avons pas impliqué les groupes plus âgés... Ce sont les jeunes qui ont collecté les données dans les provinces, parce qu'ils connaissaient les réalités sur le terrain » (Esther Atosha).

De même, Lydie Mungala, qui a servi de point focal lors de la collecte de données dans le Haut-Katanga, a souligné que le leadership des jeunes était essentiel pour garantir la pertinence et la crédibilité auprès des jeunes répondant(e)s : « Beaucoup de jeunes ne savaient même pas ce qu'était l'agenda JPS au

départ, donc nous avons dû expliquer, discuter et écouter avant toute chose. » Dans le même temps, les personnes interrogées ont insisté sur le fait que l'engagement intergénérationnel devenait plus pertinent à des étapes ultérieures — notamment lors de la rédaction, des négociations institutionnelles et de la validation.

Aux Philippines, les espaces réservés aux jeunes ont été considérés comme essentiels, car ils offraient davantage d'occasions de dialogue ouvert et honnête. Une responsable gouvernementale et défenseuse des droits des jeunes a indiqué : « Pour moi, cela devrait être un dialogue centré sur les jeunes. Parce que parfois... dans notre culture, il arrive que nous disions simplement oui. »

POUR MOI, CELA DEVRAIT ÊTRE UN DIALOGUE CENTRÉ SUR LES JEUNES. PARCE QUE PARFOIS... DANS NOTRE CULTURE, IL ARRIVE QUE NOUS DISIONS SIMPLEMENT OUI.

De même, une consultante indépendante impliquée dans l'élaboration du PAN JPS a expliqué que les ateliers aux Philippines étaient d'abord conçus comme des espaces réservés aux jeunes, puis que « le troisième jour de l'atelier, nous organisons toujours un dialogue intergénérationnel afin de nous assurer que les jeunes se sentent suffisamment confiants pour partager avec les adultes ce dont ils ont discuté entre eux ». En réaction à des expériences passées dans d'autres espaces où les jeunes sont souvent critiqués ou attaqués, ces espaces jeunesse deviennent des plateformes sûres permettant de s'exprimer et de discuter plus librement.

Il est important de noter que, dans ces discussions, l'expression « espaces réservés aux jeunes » renvoie souvent en réalité aux jeunes artisan(e)s de paix et aux jeunes actrices(eurs) de la société civile. Cependant, en Finlande comme aux Philippines, la/le représentant(e) gouvernemental(e) ou la/le consultant(e) chargé(e) du processus était elle/lui-même une jeune personne. Laura Kaltainen, qui travaillait pour le gouvernement finlandais sur le processus du PAN JPS, explique que les jeunes participant(e)s ne la percevaient pas toujours comme une « jeune » : « Je pense que les jeunes me voyaient surtout comme quelqu'un de plus âgé parce que je faisais partie du ministère, mais aussi parce que ma supérieure, qui a une cinquantaine d'années, était également impliquée. » Cependant, lors des réunions au sein du ministère finlandais des Affaires étrangères, Laura était souvent la plus jeune personne présente, ce qui lui donnait une perspective unique sur les deux « côtés » de la discussion. Cette dynamique a parfois contribué à renforcer la confiance et la

compréhension mutuelle, malgré la différence de rôles institutionnels.

Bien que les espaces réservés aux jeunes soient essentiels, il est également important de déterminer quand, comment et où inclure d'autres secteurs divers dans le processus. Limiter la participation à certains groupes dans des contextes spécifiques peut permettre d'assurer la sécurité des personnes impliquées. Au Nigéria, des espaces ont été créés pour organiser des groupes de discussion séparés avec des groupes de jeunes souvent négligé(e)s dans le nord-est du pays et dans le delta du Niger, tels que des jeunes combattant(e)s ou des survivant(e)s de violences basées sur le genre, entre autres. Dans l'ensemble des pays étudiés, les participant(e)s ont souligné l'importance de ces espaces spécifiques et ont plaidé pour l'extension de ce modèle à d'autres groupes, tels que les jeunes incarcéré(e)s ou les jeunes en situation de handicap, lors de l'élaboration future de PAN.

4. NUANCES ENTRE CONSULTATIONS ET ENGAGEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL



Une tension persistante dans ces discussions concerne la question de savoir si les interactions observées dans les différents processus de PAN JPS peuvent être comprises comme un engagement intergénérationnel substantiel et réciproque. Comme ces processus n'ont pas été explicitement conçus comme des processus « intergénérationnels », les formes d'interaction étaient souvent plus formelles ou limitées par des attentes institutionnelles et des contraintes budgétaires. Souvent, lorsque les participant(e)s évoquaient une « consultation » qui avait eu lieu, l'équipe de recherche les invitait à réfléchir à ce qu'elle impliquait réellement et à se demander si elle pouvait être considérée comme intergénérationnelle. Ces éléments révèlent une grande diversité d'interprétations ainsi que l'influence des dynamiques mises en évidence dans les résultats thématiques présentés ci-dessus.

Les entretiens menés en RDC indiquent que, bien que l'engagement intergénérationnel ait permis aux actrices(eurs) jeunesse d'accéder à

des espaces institutionnels et politiques, il ne s'est pas traduit par un partage réel du pouvoir décisionnel ni par un contrôle sur les résultats. Esther Atosha, basée au Sud-Kivu, réfléchissant à son expérience d'engagement avec les structures formelles dans le cadre du processus du PAN JPS, a souligné que la participation des jeunes était bien accueillie, mais qu'elle restait largement limitée à la consultation plutôt qu'à la prise de décision : « Les jeunes sont impliqués et invités à contribuer, mais les décisions continuent d'être prises ailleurs. Notre rôle est souvent de donner un avis, pas de décider ».

De même, Justus Tshikona, alors vice-président du Secrétariat technique national, a souligné que l'ouverture institutionnelle ne signifiait pas nécessairement une volonté de partager le pouvoir, en particulier dans les processus dirigés par l'État : « Il y a de l'espace pour que les jeunes s'expriment, mais cet espace ne s'accompagne pas toujours d'une véritable influence. Les jeunes sont écoutés, mais pas toujours pris au sérieux lors de la prise de décision. » Pris ensemble, ces témoignages soulignent la distinction entre l'accès et l'autorité, suggérant que l'engagement intergénérationnel, à lui seul, ne suffit pas à transformer des hiérarchies décisionnelles profondément enracinées.

Lorsqu'on lui a demandé ce qui faisait que les « discussions » entre le ministère finlandais des Affaires étrangères et les représentants de la société civile jeunesse étaient véritablement intergénérationnelles — et non simplement « une conversation entre des personnes d'âges différents » — Laura Kaltainen a proposé la réflexion suivante :

...Nous ne sommes pas venus présenter une idée... Nous ne sommes pas arrivés à la réunion en disant : voici ce que nous avons prévu et vous pouvez maintenant dire si vous êtes d'accord. Nous avons réellement eu une discussion, nous nous sommes écoutés mutuellement et nous avons changé nos points de vue en fonction de cela.

Cette observation, dans laquelle le déséquilibre de pouvoir est reconnu consciemment et où les autres participant(e)s

sont disposé(e)s à modifier leur position, illustre la manière dont les interactions peuvent devenir plus égalitaires.

Une leader jeunesse a également souligné que, aux Philippines, la dynamique dépend du rôle adopté par les acteurs plus âgés dans la salle, expliquant que cela dépend *parce qu'il y a une tendance chez beaucoup d'artisan(e)s de paix plus âgé(e)s à... occuper une grande partie de l'espace en raison des connaissances qu'ils possèdent. La situation devient alors celle où les jeunes écoutent la personne plus âgée au lieu de dialoguer avec elle.*

Au Nigéria, les participant(e)s estimaient que l'élaboration du PAN JPS comportait des éléments clairs d'engagement intergénérationnel, notamment à travers des ateliers multipartites réunissant des personnes de différents âges. Oyekan Adedoyin a souligné que, lors des ateliers d'élaboration, « l'interaction était cordiale et fondée sur la confiance » et que « nous avons tous négocié et réfléchi ensemble ; à la fin, nous sommes parvenus à un consensus sur les choix que nous avons faits ». La complexité de ces interactions, ainsi que les degrés variables de réussite et de compromis, illustrent les défis que représente la mise en œuvre d'un engagement véritablement significatif.



6. RECOMMANDATIONS

Les participant(e)s ont été invité(e)s à réfléchir à la manière dont les futurs processus d'élaboration des PAN JPS pourraient être améliorés en tenant compte de l'engagement intergénérationnel. Des thèmes clés ont émergé à partir de cette question spécifique, ainsi que de leurs réflexions plus larges lors des entretiens et des réponses recueillies dans le cadre du sondage.

1. RENFORCER LES CAPACITÉS POUR UNE PARTICIPATION ET UN PARTENARIAT INCLUSIFS

1.a) Les gouvernements et les parties prenantes devraient veiller à créer à la fois des espaces réservés aux jeunes et des espaces intergénérationnels tout au long du processus. Les espaces réservés aux jeunes sont essentiels pour offrir des plateformes sûres, pertinentes et légitimes où des jeunes issu(e)s de divers horizons peuvent discuter avec confiance de leurs priorités et de leurs défis avant d'entrer dans des espaces intergénérationnels.

2. Veiller à ce que les rencontres intergénérationnelles soient représentatives de la diversité des identités afin de permettre des échanges significatifs tout au long des processus d'élaboration. Prendre au sérieux l'intersectionnalité dans ces espaces afin de garantir que les jeunes issu(e)s de

différentes identités de genre, classes sociales, races, origines ethniques et régions géographiques ne soient pas seulement inclus, mais également véritablement écoutés et qu'ils jouent un rôle central dans les processus.

3. Prévoir, dès les premières étapes de tout processus, des moments consacrés au partage du pouvoir ou à des activités de réflexion entre générations afin de s'assurer que les jeunes ne soient pas éclipsés et puissent être reconnus et disposer de l'espace nécessaire pour participer en tant que partenaires égaux. Les générations plus jeunes et plus âgées peuvent apprendre les unes des autres et se soutenir de différentes manières et à différentes étapes, en se complétant mutuellement pour assurer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi réussis des PAN JPS.

4. Les engagements intergénérationnels, dans des processus informels ou formels, doivent inclure des activités qui vont au-delà des consultations ou réunions traditionnelles afin de créer des moyens de répondre aux déséquilibres de pouvoir et aux défis liés à la participation dans des cadres formels et hiérarchiques. Cela inclut la création d'occasions d'expression non verbales et créatives — comme le dessin, la narration ou les conversations informelles — afin de favoriser des espaces plus sûrs.



2. RECONNAÎTRE ET SOUTENIR LES RÉSEAUX ET LES ACTIVITÉS EN PLACE



1. Renforcer et connecter les réseaux de jeunes et les réseaux intersectoriels afin de favoriser un engagement intergénérationnel significatif. Les réseaux disposant d'une expérience et d'une légitimité pour demander des comptes aux institutions, tels que les acteurs de l'agenda FPS, peuvent jouer un rôle crucial en soutenant les jeunes pour renforcer leur capacité collective, consolider la redevabilité et maintenir un dialogue intergénérationnel durable.

2. S'appuyer sur les réseaux existants d'actrice(eurs) jeunesse. Reconnaître l'expertise déjà présente permet d'éviter les duplications et de garantir que les acteurs ancrés dans leurs contextes et leurs communautés occupent une place centrale. Cela nécessite un travail attentif de sensibilisation et d'engagement, ainsi que la volonté des institutions d'éviter la solution « facile » consistant à mobiliser uniquement des jeunes déjà connus ou des structures jeunesse créées artificiellement pour les processus de PAN JPS.

3. ASSURER DES ENGAGEMENTS DURABLES EN TERMES DE TEMPS ET DE RESSOURCES



1. Allouer un temps suffisant à la planification et à la communication. Les espaces d'engagement intergénérationnel ne devraient pas être organisés dans la précipitation ni à court préavis. Lorsque les facilitatrices(eurs) et les participant(e)s disposent de suffisamment de temps pour se préparer, le processus devient plus intentionnel, inclusif et adapté au contexte. Un manque de préparation peut entraîner un désengagement et compromettre la continuité ainsi que la confiance des parties prenantes.

2. Un financement juste et équitable est essentiel pour garantir un engagement intergénérationnel à la fois équitable et durable. Des formes de rémunération différenciées — où les parties prenantes plus âgées sont rémunérées pour leur temps et leur expertise tandis que les jeunes contribuent bénévolement — peuvent créer un déséquilibre qui constitue un obstacle à la participation. Un financement équitable permet de reconnaître les jeunes et les acteurs plus âgés comme des partenaires égaux, renforçant ainsi le respect mutuel et la légitimité du processus.

3. Un financement continu est crucial pour maintenir la dynamique, atteindre des résultats à long terme et permettre aux jeunes de rester activement engagés tout au long du processus. Il est important que cet engagement ne se limite pas à l'élaboration des PAN, mais s'étende également aux phases de mise en œuvre et de suivi, afin de garantir que les PAN se traduisent par des actions concrètes plutôt que de rester des documents statiques.

4. Prendre le temps de former davantage de facilitatrices(eurs), jeunes et non jeunes, afin de soutenir et d'animer des dialogues intergénérationnels significatifs où le pouvoir est partagé entre différentes générations.

5. Les engagements intergénérationnels devraient aller au-delà de réunions ponctuelles et de courte durée. Des interactions à plus long terme et en présentiel offrent des opportunités d'apprentissage continues qui favorisent une compréhension plus approfondie, l'échange de connaissances et la création de relations plus solides pouvant mener à des résultats davantage adaptés aux contextes locaux. Elles permettent également de mieux gérer les différences d'attentes, de rythmes et de contraintes propres aux processus politiques et de consolidation de la paix, ainsi que d'identifier des voies réalistes et des points d'entrée pour le changement.

7. CONCLUSIONS

L'engagement intergénérationnel incite les parties prenantes à adopter des pratiques de partage des connaissances plus significatives, reconnaissant à la fois les générations plus jeunes et plus âgées comme des acteurs clés de la consolidation de la paix.

Les conclusions de ce projet démontrent que l'engagement intergénérationnel nécessite une participation respectueuse et équitable des générations plus jeunes et plus âgées dans l'élaboration des PAN. Si certain(e)s participant(e)s ont souligné que l'intergénérationnalité est essentielle pour l'agenda JPS, ils ont également insisté sur l'importance des espaces réservés aux jeunes. Ce besoin découle de l'expérience persistante de marginalisation, d'exclusion, de tokenisation et de minimisation que les jeunes générations rencontrent dans divers espaces de prise de décision, formels comme informels.



La prise en compte de ces déséquilibres de pouvoir est au cœur de la création d'interactions intergénérationnelles significatives et inclusives pour assurer l'élaboration et la mise en œuvre réussies et durables des PAN JPS.

Les engagements intergénérationnels dans les processus de PAN JPS ne devraient pas être perçus comme un modèle universel. Il est plutôt nécessaire de reconnaître les espaces et les opportunités permettant de favoriser un engagement égalitaire en fonction des pratiques culturelles et sociales propres à chaque contexte. Cela ne signifie pas ignorer les pratiques culturelles et les savoirs existants — tels que les coutumes et traditions autochtones — mais plutôt identifier des moyens permettant de reconnaître et d'écouter les jeunes sur un pied d'égalité dans ces espaces afin de favoriser des interactions et des échanges intergénérationnels significatifs. Il est également nécessaire de reconnaître que certaines normes culturelles et sociales peuvent être influencées par l'âgisme et par des stéréotypes négatifs persistants à l'égard des jeunes.

Par ailleurs, bien que le dialogue intergénérationnel et les consultations puissent revêtir des significations différentes, les participant(e)s ont souligné que des engagements intergénérationnels significatifs peuvent tout de même émerger dans le cadre de consultations. Pour cela, il doit exister un engagement intentionnel à écouter et à dialoguer avec les jeunes, plutôt que de recueillir leurs points de vue uniquement pour servir des agendas institutionnels dirigés par des adultes plus âgés.

Il est également nécessaire de reconnaître clairement que les institutions demeurent celles qui prennent les décisions finales en tant que responsables de la mise en œuvre, mais que les jeunes peuvent aussi participer aux processus de mise en œuvre.

L'engagement intergénérationnel est essentiel pour garantir l'élaboration de politiques réactives et participatives dans les processus de PAN JPS. Une attention particulière aux dynamiques intergénérationnelles préexistantes, la création intentionnelle d'espaces intergénérationnels respectueux et réciproques, ainsi qu'un engagement durable fondé sur la confiance mutuelle tout au long du processus peuvent contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre réussies des PAN JPS. L'agenda JPS dépend de l'engagement intergénérationnel, mais ces interactions ne peuvent être tenues pour acquises. Ce rapport constitue un point de départ pour les praticien(ne)s et les chercheur(e)s travaillant sur l'agenda JPS afin de réfléchir de manière plus délibérée et explicite à ce que signifie l'engagement intergénérationnel et à la manière dont il peut être encouragé de façon durable pour favoriser une paix plus inclusive et durable pour les jeunes.



RÉFÉRENCES CITÉES

- [1] Tanghøj, Erike. (2023). Connecting Generations. A Guidance Note on Inclusive Intergenerational Dialogue. Folke Bernadotte Academy. <https://fba.se/om-fba/publikationer/connecting-generations-a-guidance-note-on-inclusive-intergenerational-dialogue/>;
- Valladares Gonzalez, Ingrid (2024) Exploring Intergenerational Dialogue in Youth-Led Social Movements: The Case of Yasunidos in Ecuador. PhD thesis, QUT. <https://eprints.qut.edu.au/253511/>; Valladares, Ingrid (forthcoming, 2026). Young environmental activism and intergenerational structures in social movements. In S. Akram & B. Bowman (Eds.), Routledge Handbook of young people's environmental activism. Routledge.
- [2] Dans le présent rapport, les termes « non-jeunes » et « adultes » sont utilisés de manière interchangeable. Bon nombre des personnes participant en tant que « jeunes » sont légalement majeures. Cependant, nous considérons ces catégories comme des constructions sociales et politiques qui influencent la participation aux processus examinés ici.
- [3] Kwon, Soo Ah. (2019). "The Politics of Global Youth Participation." Journal of Youth Studies 22 (7): 926–40; UNOY (2021). Checklist for Meaningful Youth Engagement. <https://unoy.org/downloads/mye-checklist/>
- [4] NAPs have been widely adopted in the Women, Peace and Security (WPS) agenda, with 115 NAPs on WPS globally.
- [5] Ulkoministeriö. (2021). Nuoret, rauha ja turvallisuus: Suomen kansallinen toimintaohjelma 2021–2024. https://um.fi/publications/-/asset_publisher/TVOLgBmLyZvu/content/nuoret-rauha-ja-turvallisuus-toimintaohjelma
- [6] Federal Ministry of Youth and Sport Development and UNFPA Nigeria (2021). Nigerian National Action Plan on Youth, Peace and Security. <https://nigeria.unfpa.org/en/publications/nigerian-national-action-plan-youth-peace-and-security>
- [7] Ministère de la Jeunesse de la République Démocratique du Congo (2022). Plan d'Action National de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité Nations sur Jeunesse, Paix et Sécurité. <https://cnxus.org/wp-content/uploads/2025/01/PAN2250-SIGNE-PAR-LE-MINISTRE-RDC.pdf>
- [8] It is important to note that while the Philippines government publicly launched their NAPYPS the policy itself was never published and has not been implemented.
- [9] Valladares, 'Exploring Intergenerational Dialogue'
- [10] Tanhøj, 'Connecting Generations'

